

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org

NOTE DE CADRAGE

SÉANCE PUBLIQUE DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE DE L'UNION AFRICAINE SUR LE RENFORCEMENT DES EFFORTS DE L'UA DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT POST-CONFLIT

SALLE PLENIRE, ANCIEN CENTRE DE CONFERENCE, ADDIS ABEBA, 13 JUIN 2014

I. Historique

Au cours des dernières années, le nombre de conflits violents a été considérablement réduit, et des progrès importants réalisés dans le règlement des conflits, grâce à la détermination et aux efforts collectifs de l'Afrique, avec le soutien de ses partenaires. Cependant, la résurgence récente de la violence et de l'instabilité en République centrafricaine (RCA) et au Soudan du Sud, ainsi que les conflits au Mali et en Somalie mettent en exergue le défi, et par conséquent, la nécessité pour la reconstruction et le développement post-conflit en Afrique, ainsi que la nécessité d'une action plus concertée dans la consolidation de la paix dans les pays sortants de conflits.

C'est à cet égard que l'UA a intensifié ses efforts de reconstruction post-conflit, conformément à son Cadre d'action pour la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC) adopté par le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) en juillet 2006 à Banjul, Gambie. Il convient de rappeler que le Cadre d'action de l'UA pour la RDPC sert de guide pour l'élaboration de politiques, de stratégies et de mesures globales pour consolider la paix, promouvoir le développement durable et préparer la voie à la croissance et à la régénération dans les pays sortant de conflits et de crises violents.

II. Contexte

Le Cadre d'action de l'UA pour la RDPC reconnaît le fait que, dans les premières phases de la transition du conflit à la paix, les processus de paix restent souvent fragiles et le risque de résurgence de la violence est toujours élevé. En effet, les pays sortant de conflits violents sont souvent caractérisés par des capacités affaiblies ou inexistantes à tous les niveaux, des



institutions détruites et l'absence d'une culture démocratique, de bonne gouvernance, de l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme.

Depuis l'adoption du Cadre d'action de l'UA pour la RDPC, à Banjul, en 2006, la Commission a pris nombre de mesures en vue de sa mise en œuvre, y compris les missions d'évaluation multidisciplinaires sous conduite de l'UA dans les pays sortants de conflit. Les missions ont formulé des recommandations détaillées sur la meilleure voie permettant à l'UA et à ses États membres d'aider les pays concernés dans le domaine de la reconstruction post-conflit, et ont préparé la voie au lancement de l'Initiative de solidarité africaine (ISA), afin de mobiliser des ressources en Afrique en appui à la reconstruction post-conflit dans les pays mentionnés ci-dessus.

En particulier, la conceptualisation de l'ISI reflète nombre de dimensions novatrices, et, outre les besoins financiers, elle encourage également la mobilisation de contributions en nature, le partage des connaissances, des meilleures pratiques et le renforcement des capacités des États membres de l'UA. Elle offre également une occasion unique pour générer des idées "innovantes" supplémentaires pour relever les défis de la RDPC, ainsi que pour promouvoir des solutions intra-africains de reconstruction et de développement post-conflit avec la participation active du secteur privé.

Lors de sa 19^{ème} session ordinaire, tenue du 9 au 16 juillet 2013, la Conférence de l'Union a adopté la décision Assembly/AU/Dec.425 (XIX) sur l'Initiative de Solidarité africaine (ISA), demandant à la Commission, en étroite collaboration avec les pays concernés, les autres États membres, les Communautés économiques régionales, ainsi qu'avec les autres institutions africaines pertinentes, de déployer un plan de mise en œuvre complet, afin de mobiliser des contributions en nature, financières et en matière de renforcement des capacités afin de soutenir les pays africains concernés dans leurs activités et leurs efforts de reconstruction post-conflit. La Conférence a invité les partenaires, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Secrétariat et les agences de l'ONU, ainsi que d'autres partenaires concernés, à soutenir pleinement l'ISA.

La première Conférence de solidarité africaine (ASC) a été organisée le 1^{er} février 2014, à Addis Abéba, afin de lancer officiellement le processus de mobilisation des ressources. La mobilisation d'un tel soutien de l'Afrique, à ce stade critique, conjointement avec des annonces de soutien accru des partenaires internationaux de l'Afrique (y compris Sud-Sud), contribueront largement au renforcement des efforts de reconstruction post-conflit. Dans ses grandes dimensions, l'ISA peut promouvoir l'autonomie mutuelle, l'intégration régionale, et le nouveau paradigme de "l'Afrique aide l'Afrique".

La reconstruction et le développement post-conflit est toujours l'aspect négligé des efforts de paix en Afrique. En effet, les populations dans les pays sortant d'un conflit en Afrique aspirent

aux dividendes de la paix. Il incombe à l'Union africaine et à ses États membres de ne pas permettre à ces espoirs de se dissiper. Etant donné que le continent est sur le point de conclure la commémoration du 50^{ème} anniversaire de l'OUA-UA, cette séance publique est opportune et constitue une contribution majeure à l'amélioration de l'esprit de panafricanisme, de solidarité et de renaissance africaine, qui est consacré dans l'Initiative de solidarité africaine (ISA) pour la reconstruction et le développement post-conflit.

Malgré ces efforts, les efforts de la RDPC sont encore aux prises avec nombre de défis et de lacunes. À fin de 2013, la carte post-conflit en Afrique a continué de croître contrairement aux attentes avec la détérioration de la situation en République centrafricaine et au Soudan du Sud. Malgré les efforts déployés aux fins de souligner le leadership et l'appropriation africaine, il existe encore un large fossé entre les intentions et la réalité sur terrain. L'Afrique et les Institutions africaines, y compris l'Union africaine, les CER et les institutions nationales ne sont pas encore aux commandes de la plupart des initiatives post-conflit. Le Comité ministériel pour la reconstruction et le développement post-conflit doit être réactivé et habilité à se joindre à la mobilisation pour la reconstruction continentale, ainsi que le Sous-Comité du CPS chargé de la RDPC. L'Unité de la RDPC doit être renforcée afin d'être à la hauteur de la tâche de coordination des efforts de la RDPC sur le continent.

III. Objectif

Le but de la séance publique sur "le Renforcement des efforts de l'UA dans le domaine de la reconstruction et le développement post-conflit" est de sensibiliser les Etats membres et la communauté internationale sur la nécessité de redoubler d'efforts dans la consolidation de la paix, particulièrement dans la phase post-conflit, afin de prévenir la résurgence de la violence. Au cours des débats, des vues seront échangées sur les meilleurs voies et moyens de lutter efficacement contre toutes les causes profondes des conflits en Afrique, de prévenir la reprise des conflits, en se basant sur les initiatives post-conflit existantes, y compris l'Initiative de Solidarité africaine pour la mobilisation d'un soutien à la reconstruction et au développement post-conflit.

En conséquence, les questions suivantes devraient inspirer et orienter les débats:

- I. Combien le CPS a pu faire, en tant que l'un des moteurs locomotifs, depuis 2006 pour avancer la reconstruction et le développement post-conflit en Afrique ?
- II. Comment l'Afrique peut prévenir la reprise de conflits violents et assurer le maintien et la consolidation de la paix sur le continent?

- III. Comment l'Afrique peut faire preuve de leadership et promouvoir l'appropriation nationale et locale dans la reconstruction et le développement post-conflit, tel qu'énoncé dans le Cadre d'action de l'UA pour la RDPC?
- IV. Que peut-on faire pour promouvoir et s'approprier l'Initiative de solidarité africaine?
- V. Comment pouvons-nous renforcer les capacités africaines nécessaires pour relever les défis de reconstruction et de développement post-conflit au niveau national, régional et continental?

IV. Résultats attendus

La séance publique devrait par conséquent mettre en évidence la reconstruction et le développement post-conflit sur la liste des priorités des efforts de paix, de sécurité et de développement en Afrique. Les résultats devraient contribuer à renforcer les capacités de mobilisation des ressources aux niveaux national, régional et continental.

V. Participants

Des représentants des États membres de l'UA, des missions diplomatiques en Ethiopie, des partenaires de développement, des universitaires, de la société civile, des groupes de réflexion et autres parties prenantes participeront à la séance publique. La séance sera interactive et les participants sont encouragés à être franc, objectif et innovant en faisant des propositions concrètes pour traiter la situation post-conflit en Afrique.

VI. Les interventions (écrites ou verbales) seront limitées à quatre (4) minutes au maximum.

2014-06-13

441st Meeting of the Peace and Security Council of the African Union, 13 June 2014: Opening remarks, by the AU Commissioner for Peace and Security, Ambassador Smail Chergui, During the PSC Open Session on 'Enhancing AU's Efforts on Post Conflict Reconstruction and Development (PCRD)'.

Peace and Security Department

African Union Commission

<https://papsrepository.africa-union.org/handle/123456789/1769>

Downloaded from PAPS Digital Repository, Department of Political Affairs, Peace and Security (PAPS)